

# Une déstabilisation de l'Algérie entraînerait celle de la France et de l'Espagne



Tout comme il y a cinq ans, lors des précédentes élections présidentielles en Algérie, des milliers de manifestants s'opposent, dans les principales villes du pays et dans un large mouvement baptisé « Mouwatana », à la présence, et donc à la réélection, du président à vie, Abdelaziz Bouteflika.

Il y a cinq ans, Bouteflika n'était déjà plus en mesure de diriger son pays, miné par la maladie, et il ne le faisait que par famille interposée et avec l'appui de l'armée nationale populaire.

Aujourd'hui le constat est bien pire, le président n'est plus qu'une présence et sont seuls à le soutenir, à le promener, son parti, le FLN, sa famille et son armée.

Dimanche 24 février à 20 h 14, selon l'enregistrement des arrivées et départs de l'aéroport de Genève, le « Gulfstream IV » du président Bouteflika s'est posé. Il

s'agit, c'est ce que l'on affirme, d'effectuer ses contrôles médicaux périodiques. La durée du voyage n'est pas précisée.

Les Algériens ont donc bien des raisons de trembler, non pas pour la disparition du président, qui sera très certainement regretté, mais par peur du régime qui le remplacera.

Qui peut remplacer Abdelaziz Bouteflika ? Apparemment c'est autant le vide en Algérie (comme c'est d'ailleurs le vide également en France !) car pas une seule personnalité politique ne s'impose véritablement.

Et les Algériens ne sont pas les seuls à s'inquiéter, les pays méditerranéens proches de l'Algérie ont également bien des raisons de s'inquiéter et, bien entendu, en tout premier lieu la France.

N'est-elle pas la toute première concernée ? Ne doit-elle pas, pendant encore combien de décennies, « rembourser » son passé colonial et ouvrir largement ses portes à ceux qui l'ont chassée, qui l'ont combattue, qui l'ont massacrée ? Ne doit-elle pas payer pour ses « crimes commis par la colonisation » (Dixit Emmanuel Macron), pour le génocide qui a permis à moins de deux millions d'Arabes de n'être que dix millions en 1962 ?

Pour avoir construit, sur un territoire insalubre, marécageux, hostile, livré à la piraterie, à l'esclavage, aux razzias, décimé par les maladies contagieuses, et au prix de centaines de milliers de vies européennes, le plus beau pays du bassin méditerranéen, selon les déclarations mêmes de certaines de ses élites d'antan, aujourd'hui disparues !

Déjà les précédents présidents de notre république, Sarkozy, Hollande, avaient des raisons de se montrer plus qu'inquiets.

À présent c'est au tour d'Emmanuel Macron.

Il ne le cache pas d'ailleurs : la situation future de l'Algérie est l'une de ses toutes principales préoccupations, et celle également des « Affaires étrangères », des « Services secrets », de notre armée et d'une grande majorité des près de 70 millions de nos concitoyens.

Une déstabilisation de l'Algérie entraînerait forcément une déstabilisation de la France, et en partie celle de l'Espagne.

Elle poserait de très graves problèmes aux pays européens.

Déjà en 2014, le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie des Affaires étrangères prévenait nos politiques sur cette menace qui pèserait sur la France et cela « à cause de la concentration excessive des pouvoirs et de l'absence tragique d'un mécanisme de succession ».

L'Algérie est fébrile devant un retour aux horreurs de la période des années 90, de la terreur qui durant une décennie a déferlé sur le pays à cause des djihadistes et qui, cela est inévitable, menaçait la France et les Français. (Menace qui n'a pas disparu depuis !)

Des millions de jeunes (plus de la moitié des 45 millions d'Algériens) tenteront de quitter leur pays par tous les moyens.

Nombreux ont déjà des attaches en France.

Toutes les organisations, fédérations, partis (CFCM, UOIF, Frères Musulmans, Indigènes de la République, et j'en passe !), mais aussi la gauche et l'extrême gauche qui comptent sur leurs voix, sur leur poids électoral, sont prêts à les accueillir.

Il s'agit du plan élaboré depuis bien des années pour occuper le territoire, s'étendre, se rendre indispensable pour le gouvernement de la France qui devra compter sur eux pour maintenir un semblant de cohésion, avant une occupation par le nombre, avant qu'elle ne devienne une occupation par la religion.

Car l'objectif final est bien d'imposer leur religion et d'éteindre la nôtre.

L'Algérie est en grand danger et, par conséquence, nous sommes également en grand danger.

Si l'Algérie n'a personne pour la sauver... qui avons-nous ?

**Manuel Gomez**